

Programmes d'Insertion Professionnelle et Employabilité des Jeunes Diplômés au Cameroun

[Programs of Professional Insertion and Employability of Young Graduates in Cameroon]

Innocents KOLLO BANDIBENO

Département des sciences de gestion,
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG),
Centre de Recherche en Economie et Gestion (CEREG),
Université de Yaoundé II-Soa, Cameroun

Copyright © 2017 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The African continent is one of the continents in the world where the proportion of young people is as high as possible. Some of the major challenges facing young people include unemployment and underemployment, among others. In view of this situation, the question of employability and the employability of young graduates remains more than ever a highly sought-after object and a crucial problem facing the developing countries, notably Cameroon. The purpose of this article is to examine the impact of vocational integration programs on the employability of young graduates. It emphasizes the importance of evaluation mechanisms in the direction of programs. The data of this work are the result of a survey carried out in the cities of Yaoundé and Douala on the employability of young graduates. Our sample is made up of 637 young people, including 143 beneficiaries of the various vocational integration programs. Econometric tests show the significant importance of youth employment policies. Indeed, the estimation of the model shows that the selection of the beneficiaries of the different programs does not take into account the temporal dependence of young people on the states that reduce their employability. Moreover, the model refutes the existence of a significant effect on the exit from unemployment in the post-program situation.

KEYWORDS: Workforce Development, Employability, Unemployment, Youth Graduate.

RÉSUMÉ: Le continent africain est l'un des continents au monde où la proportion des jeunes est la plus élevée possible. Parmi les défis majeurs auxquels font face cette jeunesse, figurent entre autres le chômage et le sous-emploi etc. Au regard de cette situation, la question de l'insertion professionnelle et l'employabilité des jeunes diplômés demeure plus que jamais, un objet de recherche très prisé et un problème crucial que connaissent les pays en voie de développement notamment le Cameroun. L'objet de cet article est d'examiner l'effet des programmes d'insertion professionnelle sur l'employabilité des jeunes diplômés. Il souligne, l'importance des mécanismes d'évaluation sur l'orientation des programmes. Les données de ce travail sont issues d'une enquête réalisée dans les villes de Yaoundé et Douala sur l'insertion professionnelle et l'employabilité des jeunes diplômés. Notre échantillon est constitué de 637 jeunes dont 143 bénéficiaires des différents programmes d'insertion professionnelle. Les tests économétriques réalisés montrent l'importance significative des politiques d'emploi jeunes. En effet, l'estimation du modèle montre que la sélection des bénéficiaires des différents programmes ne tiens pas compte de la dépendance temporelle des jeunes aux états qui amenuisent leur employabilité. De plus, le modèle réfute l'existence d'un effet significatif sur la sortie du chômage dans la situation post programme.

MOTS-CLEFS: Insertion Professionnelle, Employabilité, Chômage, Jeunes, Diplômés.

1 INTRODUCTION

L'Afrique est l'un des continents au monde où la proportion des jeunes est la plus élevée possible. Parmi les défis majeurs auxquels font face cette jeunesse, figurent entre autres le chômage caractérisé par la quête soit d'un emploi, soit d'un emploi décent et beaucoup plus stable, le sous-emploi caractérisé par des emplois précaires et mal rémunéré etc. Au regard de cette situation, la question de l'insertion professionnelle et l'employabilité des jeunes diplômés demeure plus que jamais, un objet de recherche très prisé et un problème crucial que connaissent les pays en voie de développement notamment ceux de l'Afrique subsaharienne. Afin d'analyser la problématique de l'employabilité des jeunes diplômés au Cameroun, notre travail va s'articuler autour de quatre points : la revue de la littérature, la méthodologie du travail, les résultats et enfin l'Analyse des résultats.

2 CADRE THÉORIQUE : DU CHÔMAGE À LA POLITIQUE D'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

L'analyse de la littérature dans le domaine permet de souligner que bien des travaux ont abordé cette thématique (Huyghe et al. (2013), Ollivier (2013), Barlet (2011), Vernières (1994), Villegas (2013), Crépin (2013), Aghion (2010), Bier (2011), Calman et Epiphane (2012), Cyterman (2012)). Malgré ces nombreux travaux, ceux réalisés en contexte camerounais s'avèrent très lacunaires. En effet, depuis les événements socio-économiques de la décennie 1985-1994, qui ont pratiquement réduit les chances des jeunes à accéder à un emploi salarié dans le secteur public, nombreux sont les gouvernements qui se sont lancés dans la promotion de l'emploi privé.

Au Cameroun précisément, les nouvelles stratégies de l'emploi mettent désormais l'accent sur des politiques actives caractérisées par la mise en place des institutions de régulation et des structures spécialisées d'intermédiation pour faciliter le rapprochement de l'offre et de la demande d'emplois. C'est dans ce nouveau cadre que s'est inscrit la stratégie emploi du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) adopté en 2009. Cette stratégie à laquelle on associe les objectifs pour le millénaire et le développement (OMD) font des problèmes du chômage et du sous-emploi des jeunes, une préoccupation particulière. Ils se proposent de concentrer les efforts du pays à la recherche de la croissance et à la redistribution de fruits jusqu'aux couches les plus vulnérables de la population avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes.

Sur le plan opérationnel, plusieurs instruments et programmes¹ sont mis en place pour résoudre les problèmes d'emploi des jeunes au Cameroun. Malgré ces différentes mesures, la situation des jeunes sur le marché du travail ou en situation d'emploi n'est guère reluisante. Le rapport principal de la phase 1 de l'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI) de 2010 révèle que les jeunes de 15-34 ans sont les principales victimes des différentes contraintes liées à l'insertion sur le marché du travail. Leur taux de chômage au sens élargi reste le plus élevé au sein de la population et se situe à 15,5% en milieu urbain. Ce sont également les jeunes qui souffrent le plus du problème de sous-emploi (71,4%). Ces constats imposent que l'on analyse la situation de ces jeunes sur le marché du travail et les déterminants de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés au Cameroun.

Bien que la littérature sur l'évaluation des politiques publiques ait fait l'objet d'un nombre conséquent de travaux appliqués pour la plupart sur des pays occidentaux², on déplore la rareté d'études semblables consacrées au pays en développement. La technique d'évaluation mise en œuvre est celle de la méthodologie quasi-expérimentale et plus spécifiquement des modèles de durée à variables instrumentales tels que développés par Heckman et Robbs (1985).

L'évolution de la structure et l'ampleur du chômage dans le monde permet de montrer à quel point les modalités de mobilisation du travail sont défaillantes. Les travaux de Rose (2014) relèvent que, la réussite d'un programme d'insertion

¹ Le Cameroun a mis en œuvre plusieurs instruments à savoir : l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEFOP), l'Observatoire National du Travail (ONT), le Fonds National de l'Emploi (FNE), le Conseil National de la Jeunesse (CNJ).

Pour la promotion de l'auto-emploi et de l'emploi des jeunes, divers programmes ont été mis en œuvre notamment : le Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (PIAASI), le Programme Emplois Diplômés (PED), le Projet d'Appui au Développement des Emplois Ruraux (PADER), le projet d'appui au secteur de l'artisanat, le Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U), le Projet d'Insertion Socio-économique des Jeunes par la création des Micro entreprises de Fabrication du Matériel Sportif (PIFMAS), le Programme d'Appui au Retour des Immigrés Camerounais (PARIC), etc.

² Hamalainen and Ollikainen (2004) en Finlande, Brodaty et al. (2002) en France, Lechner (1999) en Allemagne, Fredriksson and Johansson (2003) en Suède

professionnelle passe nécessairement par la mobilisation des enseignants-chercheurs qui malheureusement sont accaparés par l'activité de recherche qui joue un rôle déterminant dans l'évolution de leur carrière.

Durant ces dernières décennies, le chômage a fortement augmenté surtout en zone urbaine. Outre la croissance de son volume, il inquiète par l'évolution de sa physionomie qui fait ressortir la dualité entre diplômés et non diplômés (Bougroum et Ibourk, 2003). En effet, les taux de chômage les plus élevés dans les pays en développement se rencontrent parmi les plus diplômés (Kouakou, 2008 ; Domoraud, 2003 ; Kouadio, 2005 ; Brilleau et al, 2004). Au niveau structurel, l'impact des programmes d'ajustement structurel (PAS) a été évoqué comme un catalyseur du chômage des jeunes en général et des jeunes diplômés en particulier. En diminuant le rôle de l'Etat dans l'emploi des nouveaux diplômés, la mise en œuvre des PAS dans ces pays a contribué à l'accroissement du chômage des jeunes. Cependant, la durée de chômage notamment celle des moins diplômés a été peu analysée. Cette lacune est due à l'insuffisance des données disponibles. Dans les pays développés, les déterminants de la durée de chômage des jeunes sont analysés à partir des données de panel (Berkovich, 1990; Lolivier, 2000). De ces études, il ressort que la durée de chômage génère des effets de stigmatisation et nuit à la qualité de l'emploi. L'argument le plus avancé est le manque d'expérience professionnelle des jeunes, surtout des demandeurs de premier emploi. Les individus étant hétérogènes, les chômeurs aux compétences initiales moins élevées ont une probabilité de sortie du chômage plus faible. Pour prendre en compte les différentes destinations sur le marché du travail, Atkinson et Micklewright (1991) utilisent des modèles à destinations multiples ou encore des modèles de transition (Fougère et Kamioka, 2005). Ceux-ci ont l'avantage de prendre en compte les différentes sorties du chômage (CDD, CDI, emploi sans contrat ou inactivité) et les effets de la politique d'emploi. Par ailleurs, pour analyser la durée de chômage, les modèles peuvent être paramétriques ou non. Les modèles paramétriques permettent de contrôler la présence d'hétérogénéité observée et non observée. En effet, l'hétérogénéité peut être ex-ante, comme la durée du chômage ou la durée d'inactivité. On parle alors de dépendance d'état qui peut être temporelle ou pas. Il est montré que les chances de sortie du chômage sont fonction décroissante de leur durée (Van den Berg, Gerard, 1994). En partie, ce phénomène est imputable à la présence d'un effet de stigmatisation qui réduit le nombre d'opportunités d'emplois pour les chômeurs de longue durée (Berkovich, 1990). Fougère et Kamioka (2005) dénoncent un biais de dépendance temporelle négative de la fonction de risque de sortie du chômage. Cette situation est connue sous l'appellation de phénomène « mover-stayer ». Son existence induit la nécessité de contrôler l'hétérogénéité individuelle tant observée que non observée. On peut y arriver par l'utilisation d'un modèle mélangeant ou d'un modèle constant par morceau.

Cependant, l'inexistence de données de panel dans les pays en développement oblige, la plupart des analyses à utiliser des données transversales. Ce qui permet de mettre en exergue l'impact des caractéristiques environnementales et individuelles des jeunes sur leur sortie du chômage. Des études révèlent par exemple que la durée de chômage augmente avec l'âge (Kouakou, 2008). Par contre, les jeunes sont les plus affectés par le chômage urbain et la précarité de l'emploi. Toutes choses qui amenuisent leur capital humain.

Comme solutions à la précarité des jeunes sur les marchés du travail urbains, des politiques d'emploi sont souvent initiées. Elles ont pour but essentiel d'améliorer leur employabilité et repose sur une combinaison d'interventions précoces pour éviter l'enlisement dans le chômage et de programmes « curatifs » pour certains groupes particuliers (chômeurs de longue durée). En Afrique, on peut citer le programme Maîtrisard au Sénégal, le Plan d'Action-Emploi (PAE) au Maroc, le Programme Emploi Jeune (PEJ) au Mali et le Programme d'Emploi jeune (PEJ) en Algérie. Au Cameroun le Programme Emplois Diplômés (PED) du Fonds National de l'Emploi (FNE) figure parmi la pléthore des programmes existants.

La plupart de ces politiques bien qu'étant très ambitieuses fonctionnent de façon discontinue car utilisées souvent à des fins de propagande politique avec des institutions fragiles et manipulables. En plus, le budget alloué à ces mesures restent dérisoire et aléatoire. Par contre, dans les pays développés, ces programmes ont été très sollicités. Dans certains pays comme la Grèce, la France et l'Italie, ils représentent respectivement 25 %, 20 % et 12% de l'emploi des jeunes (Dares, 1996). Développés au début en Suède, ces dispositifs ont été étendus à l'ensemble des pays de l'OCDE. On distingue ainsi, les programmes d'aide au premier emploi des jeunes en France, aux Etats-Unis et en Angleterre, le « Work experience program » en Irlande, les programmes de subvention à l'embauche et les chances d'insertion en Suède, les jobs corps aux Etats-Unis, etc. Depuis 2008, un nouveau concept a fait son apparition sur la scène internationale pour prévenir le chômage potentiel des individus victimes de licenciement. Il s'agit de la flexicurité dont une application est faite au Pays Bas avec l'adoption de la loi sur la flexibilité³ et la sécurité (Barbier, 2007).

³ Bien que le Danemark soit toujours cité comme le modèle de la flexicurité, c'est originellement aux Pays-Bas que le terme s'est développé avec l'adoption en 1999 de la loi sur la flexibilité et la sécurité qui a réformé en profondeur le travail à temps partiel, le travail intérimaire et les droits de protection sociale associés (Barbier, 2007).

Les exigences de viabilité et d'efficacité imposent une évaluation de l'impact des mesures publiques sur les bénéficiaires. Les nouvelles méthodes utilisées sont axées sur les évaluations expérimentales et quasi-expérimentales avec pour point focal la correction des biais de sélection (Brodaty, Crépon, Fougère, 2002). Cependant, les approches diffèrent selon la méthode de correction des biais et les variables de résultat. En effet, si certaines études se focalisent sur le salaire et l'obtention d'un emploi, beaucoup d'autres utilisent le critère de trajectoire professionnelle comme principe d'évaluation. Les différentes recherches menées sur le thème (Gritz, 1993; Pénard et Sollogoub, 1995; Ham et Lalonde, 1996; Bonnal et al., 1997; Kamionka 1999; Fougère et Kamionka, 2005) utilisent des estimations de modèles de transition sous forme réduite. Au terme de l'analyse théorique, il importe de présenter les aspects méthodologiques de notre travail.

3 MATÉRIEL ET MÉTHODE

Les données de ce travail sont issues d'une enquête réalisée dans les villes de Yaoundé et Douala sur l'insertion professionnelle et l'employabilité des jeunes diplômés. Ce choix réside en partie au fait que ces deux grandes villes sont les principales métropoles du Cameroun et regorgent une masse importante des jeunes en quête ou en situation d'emploi. Ces villes à elles seules regorgent près de 75% du chômage national et concentrent près de 80% des bénéficiaires des programmes jeunes. Notre échantillon est constitué de 637 jeunes dont 143 bénéficiaires des différents programmes d'insertion professionnelle. Pour l'échantillon des non bénéficiaires, le tirage a été effectué à deux degrés. Au premier degré, 50 îlots de façon aléatoire ont été sélectionnés à partir des données du dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) et 12 individus ont été tirés dans chaque îlot selon la méthode des pas tel que appliquée par l'Institut National de la Statistique (INS). Au delà des données de l'enquête, nous nous sommes servis aussi des données des trois dernières enquêtes camerounaises auprès des ménages (ECAM 2 (2001), ECAM 3 (2007), ECAM 4 (2014)) utilisées pour l'analyse de l'évolution du chômage et de la durée de chômage.

Afin d'analyser l'impact des mesures jeunes sur la durée du chômage, nous allons utiliser un modèle de durée à variable instrumentale. Pour y arriver, une analyse statistique de la trajectoire professionnelle des jeunes sera abordée, ensuite une estimation de l'effet de la politique d'insertion professionnelle sur la durée de chômage sera présentée et enfin une analyse qualitative aux fins d'appréciation des responsabilités des différentes parties prenantes.

4 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

La présentation des résultats va s'articuler autour de trois points. D'abord l'analyse de la politique d'insertion professionnelle, ensuite l'analyse de la vulnérabilité du chômage des jeunes et enfin l'analyse de l'endogénéité du passage par un programme d'insertion.

4.1 DE LA DURÉE DE CHÔMAGE À LA POLITIQUE D'INSERTION PROFESSIONNELLE

L'analyse de la durée du chômage permet de connaître l'ampleur de ce phénomène qui concerne de façon générale toutes les personnes ayant vécu au moins une année de chômage. Elle permet également d'analyser son impact sur l'employabilité des jeunes victimes du chômage. En effet, le chômage au Cameroun est essentiellement de longue durée et sa durée moyenne était de 55 mois en 2008, 53 mois en 2011 et 46,7 en 2015. A cet effet, quatre constats majeurs se dégagent de l'analyse de la durée de chômage des jeunes au Cameroun. D'abord, Yaoundé et Douala renferment le plus grand nombre de chômeurs de toute catégorie. On y trouve pratiquement les trois quarts des chômeurs urbains jeunes. Ensuite, on constate que la proportion des chômeurs à Yaoundé et Douala a diminué alors que celle des autres villes a augmenté entre 2008 et 2011. Enfin, la contribution du chômage de longue durée dans le chômage global des jeunes urbains est de 80,8 % en 2008 et 80,74% en 2011, et 85,70 % en 2015.

Cette forte diminution est due au nombre de plus en plus croissant de jeunes diplômés déversés chaque année sur le marché du travail. Cependant, la durée de chômage diminue avec le niveau du diplôme. En outre, il est montré qu'à diplôme égal, les jeunes mettent moins de temps à trouver un emploi que les adultes.

Tableau 1 : Répartition des jeunes selon la durée de chômage (pourcentage)

Années		- 6 mois	6 – 12 mois	1 – 3 ans	3– 5 ans	5 - 10 ans	+10 ans	Total
2008	Douala	5,98	6,7	13,83	11,75	6,38	1,46	46,1
	Yaoundé	2,22	4,3	12,46	17,04	15,48	2,4	53,9
	Total	8,2	11	26,29	28,79	21,86	3,86	100
2011	Douala	6,8	6,3	13,1	11,2	7,6	2,5	47,5
	Yaoundé	2,56	3,6	9,1	18,5	16,72	2,02	52,5
	Total	9,36	9,9	22,2	29,7	24,32	4,52	100
2015	Douala	4,1	5,2	15,1	10,7	5,54	1,6	42,24
	Yaoundé	1,3	3,7	12,71	16,23	21,68	2,14	57,76
	Total	5,4	8,9	27,81	26,93	27,22	3,74	100

Source : notre enquête

4.2 VULNÉRABILITÉ AU CHÔMAGE DES JEUNES

Bon nombre d'études (Lollivier (2000) ; Gautié (2009)) ont analysé la transition des jeunes sur le marché du travail. Ces études distinguent plusieurs états sur le marché du travail (chômage, inactivité, emploi sur CDI, emploi sur CDD). Elles analysent ensuite les probabilités de transition d'un état à un autre et la durée moyenne des épisodes dans chaque état. Cette probabilité est mesurée par le taux⁴ de transition d'un état à un autre. Pour prendre en compte l'effet des programmes dans la transition professionnelle, nous avons fait l'analyse en fonction de deux échantillons (bénéficiaires, Non bénéficiaires).

L'analyse des données montre que sur l'intervalle d'analyse, le nombre maximal d'épisodes professionnels est de 8. Les bénéficiaires des programmes d'insertion passent obligatoirement par deux épisodes au moins puisque le programme n'est qu'un état transitoire. Dans l'échantillon des non bénéficiaires, 14,7 % n'ont connu qu'un seul épisode. Les forts taux de concentration de jeunes se situent au niveau des deuxièmes, troisièmes et quatrièmes épisodes. L'analyse de la transition d'un épisode à un autre permet de bien cerner la mobilité des jeunes sur le marché du travail. Si on considère les deux périodes extrêmes pendant la durée observée (première situation professionnelle du jeune sur le marché du travail et dernière situation professionnelle du jeune sur le marché du travail) on tire les conclusions résumées dans le tableau 2 suivant.

Tableau 2 : Probabilités de transition professionnelles des jeunes

		Premier Episode professionnel					
		Stage	Emploi	Chômage	Inactivité	Programme	Total
Dernier épisode professionnel							
Echantillon Bénéficiaires N = 143	Stage	0,0000	0,0000	0,0065	0,0065	0,0129	0,0258
	Emploi	0,0903	0,0323	0,1355	0,1290	0,3161	0,7032
	Chômage	0,0194	0,0065	0,0000	0,0710	0,1677	0,2645
	Inactivité	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0065	0,0065
	Total	0,1097	0,0387	0,1419	0,2065	0,5032	1,0000
Echantillon Non Bénéficiaires N = 494	Stage	0,0057	0,0085	0,0113	0,0085		0,0340
	Emploi	0,1190	0,0708	0,0425	0,1756		0,4079
	Chômage	0,0793	0,0255	0,1161	0,1728		0,3938
	Inactivité	0,0312	0,0227	0,0085	0,1020		0,1643
	Total	0,2351	0,1275	0,1785	0,4589		1,0000

Source : auteurs

⁴ C'est le pourcentage de personnes dans un état à la période (t) et qui se retrouve dans un autre état à la période (t+1). Sur la base de ce principe, il a été appréhendé sur la période 2010-2015, les différentes situations professionnelles des jeunes et la durée passée dans chaque situation.

L'examen de ce tableau laisse apparaître des effets de travailleur additionnel⁵ (20,65%) au niveau des bénéficiaires. Cet effet est de 45,89 % au niveau des non-bénéficiaires. Par contre dans 10,20% des cas, au niveau des non bénéficiaires, des jeunes inactifs n'ont pu sortir de leur situation d'inactivité. Les cas de chômeurs découragés sont très marginaux et se manifestent chez les non bénéficiaires. On en relève seulement 0,85%. Cependant, s'il apparaît une proportion non significative de jeunes ayant transité d'une situation active à une situation inactive chez les bénéficiaires (0,65%), cette proportion semble importante dans l'échantillon des non bénéficiaires (4,25%). Dans l'ensemble, les transitions vers l'emploi sont plus fortes chez les jeunes bénéficiaires. On note par ailleurs l'absence d'inactivité dans l'état final de ce groupe alors que cette situation demeure chez les non bénéficiaires (16,43%). Les situations intermédiaires de la transition comprennent 8 épisodes chez les bénéficiaires et 6 épisodes chez les non bénéficiaires. Au niveau des bénéficiaires, la situation est résumée de manière suivante:

- Dans 10,97% de cas, l'entrée dans un programme a été un moyen de sortir du chômage.
- Dans les épisodes qui suivent la sortie des programmes, la situation n'est pas toujours favorable.
- Dans 14,84% des cas, l'issue du programme est un chômage, Cette proportion va diminuer dans le deuxième épisode pour s'annuler dans le troisième ;
- La transition des jeunes des stages vers l'emploi est importante au niveau des épisodes 2,3 et 6. Par contre, dans le troisième épisode, on note des cas marginaux de chômeurs découragés (chômage-inactivité) de 0,65 %.
- Les individus passés par plus de 6 épisodes ont du mal à sortir du chômage. Ils demeurent sur le marché du travail toujours en quête d'une situation meilleure et transitent entre stage, chômage et emploi de courte durée. Cette situation s'apparente à un effet de stigmatisation. Pour les non-bénéficiaires, dans le troisième épisode, les probabilités de transition vers l'emploi et les stages ont diminué au profit des probabilités de transition vers le chômage et l'inactivité (39,51% et 10,24% contre 33,17% et 17,07%). Cette situation est due au fait que 13,98% ont perdu leur emploi et 8,86% des travailleurs ont basculé dans l'inactivité. En termes de fréquence et de durée dans les différents états professionnels, les résultats sont consignés dans le tableau 3.

Tableau 3 : Fréquence et durée dans les différents états professionnels

	Situation sur le marché du travail	Inactivité	Chômage	Activité
Fréquence dans l'état (%)	Bénéficiaire	0,22	0,47	1,59
	Non Bénéficiaires	0,51	0,43	1,45
Durée dans l'état en mois	Bénéficiaire	5,59	9,02	9,02
	Non Bénéficiaires	15,86	8,03	8,03

Source : Auteurs

L'analyse du tableau montre que la vulnérabilité au chômage des bénéficiaires n'est pas faible par rapport aux non bénéficiaires. Une interprétation en termes d'appariement est qu'il faut un temps minimum de recherche pour trouver le bon emploi. Par conséquent, le passage par le programme améliore la qualité de l'appariement. En fait, il favorise la confrontation entre l'offre et la demande de travail et améliore le processus de réallocation des emplois en raison d'une meilleure adaptation de la structure de la qualification à la demande.

Au niveau de la durée du chômage, les programmes n'ont pas eu de véritables effets sur la sortie du chômage si les jeunes n'ont pas été placés dans le cadre des programmes. Cela est confirmé par le test de différence de moyenne sur les durées de chômage des bénéficiaires et des non-bénéficiaires présenté dans le tableau 4.

⁵ On parle d'effet de travailleur additionnel lorsque des chômeurs découragés décident de mener des investigations pour avoir du travail lorsque les signaux du marché du travail sont favorables.

Tableau 4 : Test de différence de moyenne sur la durée de chômage

Group	Obs	Mean	Std. Err .	Std. Dev.	[95% Conf. Interval]	
0	206	38.3835	2.01168	28.87304	34.41726 42.34973	
1	45	37.31111	3.275995	21.97604	30.70878 43.91345	
combined	251	38.19124	1.750086	27.72658	34.74444 41.63803	
Diff		1.072384	4.571047		-7.930461 10.07523	
diff = mean(0) - mean(1)				t = 0.2346		
Ho: diff = 0				degrees of freedom = 249		
Ha: diff < 0		Ha: diff != 0		Ha: diff > 0		
Pr(T < t) = 0.5926		Pr(T > t) = 0.8147		Pr(T > t) = 0.4074		

Source :Notre enquête

Ce résultat confirme qu'un demandeur d'emploi qui a déjà connu plusieurs épisodes de chômages antérieurs est supposé avoir une probabilité plus faible d'obtenir une offre d'emploi qu'une personne qui a connu moins de périodes de chômage. Hujer et al.(1997) trouvent un résultat semblable pour l'Allemagne à partir du « German Socio-economic Panel ». Ces auteurs montrent ainsi que la probabilité de sortie du chômage est négativement liée au nombre total de mois antérieurs passés au chômage. On pourrait en l'absence d'erreur d'échantillonnage conclure que les programmes d'insertion malgré les obstacles dans leur mise en œuvre ont été un moyen de sortir beaucoup de jeunes d'une éventuelle précarité. Les différents résultats ont pu montrer qu'en l'absence des programmes, la situation professionnelle des jeunes est dégradée (taux de chômage plus élevé, revenu de l'emploi très faible, taux d'activité très faible, taux d'inactivité élevé). Deux interprétations de ces résultats peuvent être envisagées. En premier lieu, il est possible que le passage par un programme permette une élévation du capital humain des bénéficiaires. En second lieu, certains bénéficiaires seraient à l'origine très employables de sorte que sans les programmes, ils n'auraient pu s'insérer très facilement.

La première interprétation est peut être réaliste dans la mesure où le but premier des programmes est l'amélioration de l'employabilité des jeunes sans expérience professionnelle. Mais cette hypothèse n'est véritablement réaliste que si le passage par le programme est aléatoire et ne souffre donc d'aucun biais de sélection. Ce qui ne semble pas le cas. En effet, certains résultats semblent montrer l'intervention d'autres facteurs dans la dynamique d'insertion professionnelle des bénéficiaires des programmes telles que les réseaux de connaissance, la situation familiale du jeune ou même les caractéristiques individuelles observables du jeune. On rappelle que des résultats contraires montraient des effets de stigmatisation des bénéficiaires des programmes d'insertion (Aucounturier, 1994 ; Bonnal et al. 1994). D'une part, le passage par un programme d'insertion a été assimilé à un passage par un « mauvais emploi ». Ce passage a été interprété en termes de filtre ou de signalement. Dans ce cas il n'agit nullement sur les capacités productives, mais permet de signaler les plus doués et les moins doués. En terme de signal, les individus ne peuvent plus accéder aux bons emplois du secteur primaire non pas en raison d'une accumulation du capital humain objectivement trop faible, mais en raison d'une employabilité supposée, interprété comme trop faible par les employeurs. Le programme agit donc comme un signal de faible employabilité (Spence, 1973). Il est enfin montré que le passage par les dispositifs ne permet pas une élévation de la formation, et donc du capital humain. La deuxième hypothèse semble assez réaliste si on s'appuie sur l'hypothèse des réseaux, mais doit être testée. Dès lors ces résultats statistiques deviennent insuffisants pour juger de l'efficacité des programmes. Aux problèmes de causalité, s'ajoute celui des biais de sélection si on considère que l'entrée dans un programme d'insertion est guidée par certaines caractéristiques observées et inobservées du jeune. La section suivante tentera de nous situer sur nos présomptions.

4.3 ENDOGÉNÉITÉ DU PASSAGE PAR UN PROGRAMME D'INSERTION : LE MODÈLE DE DURÉE

L'évaluation de l'impact du passage par un programme d'insertion sur la durée du chômage n'a fait l'objet que de peu de travaux appliqués dans les pays en développement pour deux raisons essentielles. D'une part, les pays en développement n'ont pas la culture d'évaluation des programmes sociaux, surtout en ce qui concerne l'impact sur les bénéficiaires. D'autre part, la mise en œuvre de programme d'insertion en Afrique sub-saharienne est souvent incomplète pour intégrer un volet évaluation d'impact. Enfin, l'évaluation se heurte à des problèmes économétriques complexes liés à la combinaison des spécificités de l'analyse de durée et de la simultanéité des processus de décision sous-jacents. Nous donnerons tout d'abord un aperçu des problèmes économétriques soulevés dans la littérature dans le cas d'un modèle de durée avec une variable endogène avant de présenter la méthode économétrique que nous retiendrons dans le cadre de cette analyse.

Le traitement de l'endogénéité d'une variable indépendante est un aspect central de l'étude de Green et Hendershott (2001) conduite sur des données américaines afin d'examiner l'influence de la propriété immobilière sur la durée des épisodes de chômage. Les auteurs s'y prennent en adoptant un modèle de durée à deux régimes dans lequel les choix effectués par les individus quant au mode d'occupation du logement sont représentés par des variables latentes fonction de caractéristiques individuelles. Deux équations de durée du chômage, l'une pour les propriétaires, l'autre pour les locataires, sont donc estimées simultanément en contrôlant l'endogénéité du statut résidentiel par l'introduction du ratio de Mill spécifique à chaque équation. Les résultats confirment l'endogénéité de la variable de statut résidentiel et aboutissent à un effet négatif de celle-ci sur le taux de sortie du chômage. Cette technique comme le mentionne Brunet et Lessueur (2004) présente l'avantage de mettre au premier plan le problème de l'endogénéité et d'y apporter un traitement largement adopté dans la littérature à travers la méthode suggérée par Heckman. Cependant, l'introduction du ratio de Mills dans une équation de durée afin de tenir compte de l'auto-sélection individuelle implique une spécification particulière du modèle (à savoir un modèle de vie accélérée) et l'imposition de la loi normale sur les résidus. Par ailleurs, les estimations réalisées par Green et Hendershott ne prennent pas en compte la censure de certaines observations de la durée, qui représentent pourtant jusqu'à 20% de l'échantillon utilisé. Les observations censurées sont traitées comme des épisodes complets ou simplement supprimées, ce qui pose alors un autre problème de biais d'attrition⁶. Plus généralement, tenir compte de l'existence de la sélection des individus par la spécification d'un modèle de durée à deux régimes rend particulièrement complexe l'écriture de la fonction de vraisemblance. En se référant à la spécification suggérée par Heckman et Borjas (1980) dans le cadre de durées complètes, les auteurs ont contourné cette difficulté en retenant une spécification linéaire logarithmique de la durée, conditionnelle à la densité générée par une loi de Weibull.

Face aux difficultés et aux fortes restrictions prévalant à l'estimation simultanée d'un modèle de durée à deux régimes tenant compte de la censure, nous avons retenu une méthode d'estimation plus flexible permettant de contrôler l'endogénéité du passage par un programme d'emploi et d'évaluer son impact sur la durée des épisodes de chômage. La méthode économétrique retenue est directement inspirée de la procédure suggérée par Heckman et Robb (1985) face au problème d'auto-sélection. Le passage par un programme d'insertion est déterminé par une équation de sélection conditionnant le bénéfice d'un programme (variable latente T_i^*) aux caractéristiques individuelles (Z_i).

T_i^* représente le différentiel d'utilité expérimenté par un individu considérant alternativement.

Soit U_p , l'utilité associée à la participation à un programme,

soit U_{NP} , l'utilité associée à la non participation.

On a :

$$T_i = U_p - U_{NP} = \alpha Z_i + v_i \quad \text{ou } v_i \mapsto N(0, \sigma_u) \quad (1)$$

Et on observe :

$$T_i = 1 \Leftrightarrow T_i > 0 \quad \text{ou } T_i = 0 \Leftrightarrow T_i \leq 0 \quad (2)$$

La variable de sélection est ainsi instrumentée sur des variables Z_i contrôlant outre les caractéristiques individuelles, les contraintes sur le marché de l'emploi. Eu égard à la nature discrète de la variable T_i l'instrumentation est menée à partir de l'estimation d'un modèle probit. La probabilité estimée est ensuite introduite dans l'estimation finale du modèle de durée suivant:

$$D U_i = \lambda X_i + \delta M_i + \varepsilon_i \quad (3)$$

où X_i est un vecteur représentant les variables d'intérêt du modèle non contrôlées par les estimations de l'équation de sélection. L'estimation paramétrique du modèle de durée sous cette spécification permet d'obtenir des estimateurs sans biais de γ et δ . Une préoccupation des modèles de durée relève des doutes que l'on peut émettre quand à l'uniformité de l'effet de la variable endogène que l'on veut instrumenter sur l'ensemble de l'échantillon à partir du coefficient α qui capte l'effet moyen du passage par un programme d'insertion sur toute la population. Cependant, il est plausible d'envisager que les bénéficiaires et les non bénéficiaires sont caractérisés par des effets moyens différenciés. Cette hétérogénéité paraît d'autant plus justifiée que l'on modélise bien le fait que les deux groupes ont eu des choix différenciés en fonction des gains potentiels. Dans ce type

⁶ Ils sont dus à des différences entre les groupes initiaux et les groupes finaux, liés à des sorties d'essai ou des interruptions de traitement.

de modèle hétérogène, l'estimateur à variable instrumentale ne parvient à identifier l'effet moyen du programme que sous des hypothèses fortes et il est nécessaire de spécifier différemment le modèle afin de différencier plusieurs paramètres d'intérêt. Dans le modèle homogène, les différents paramètres sont équivalents et se ramènent à l'effet moyen sur la population (Heckman (1990), Blundell et Costa Dias (2002)).

On peut prendre en compte cette préoccupation par l'observation de l'hétérogénéité non observée. Cela suppose de considérer une fonction de survie conditionnelle à des effets spécifiques individuels inobservables v_i . On choisit alors une forme fonctionnelle $f(v_i)$ de manière à ce que la fonction de survie conditionnelle s'écrive : $S(t/v)$. La fonction de survie totale est donnée par l'équation suivante:

$$S(t) = \int_{\lambda} f(v) S(t/v) dv \quad (4)$$

L'hypothèse la plus fréquemment retenue est que v suit une loi Gamma (Cavaco, 2003) de moyenne 1 et de variance $\sigma^2 = \frac{1}{k}$, ainsi, la fonction de densité s'écrit :

$$f(v) = \frac{v^{k-1} e^{-kv}}{(k^{-1})^k \Gamma(k)} \text{ avec } \Gamma(k) = \int_0^{\infty} x^{k-1} e^{-x} dx \quad (5)$$

Sous cette forme, la loi Gamma permet de capter l'hétérogénéité inobservable. Pour le modèle de type Weibull, la survie conditionnelle dans l'état de chômage s'écrit alors :

$$S(t/v) = e^{-(v\lambda\gamma)^p} \quad (6)$$

Les fonctions de survie et de hasard correspondantes s'écrivent respectivement:

$$S(t) = \int_0^{\infty} [1 + \theta^2 (\lambda t)^p]^{-\frac{1}{\theta}} e^{-t} \lambda(t) = p \lambda (\lambda t)^{p-1} [S(t)]^\theta \quad (7)$$

Cette procédure présente de par sa flexibilité plusieurs intérêts certains, particulièrement bien adaptés au contexte des modèles de durée (Brunet et Lessueur, 2004). Elle est simple d'utilisation même si la question de l'obtention d'instruments valides reste cruciale comme dans toute procédure d'instrumentation. Elle offre une interprétation économique objective puisque la variable instrumentée reflétant les choix individuels devient une variable à part entière du modèle économétrique.

5 DISCUSSION DES RÉSULTATS

On discutera d'abord des résultats économétriques liés à la participation aux programmes d'insertions professionnelles des jeunes avant d'aborder les résultats liés aux déterminants de l'employabilité conditionnellement au passage par un programme d'insertion professionnelle.

5.1 DÉTERMINANTS DE LA PARTICIPATION AU PROGRAMME D'INSERTION DES JEUNES

Quatre types de variables exogènes ont été utilisées dans cette estimation : (1) variable démographique (âge), (2) variables socio-économiques captées par la catégorie socioprofessionnelle des parents, (3) variable d'état (nombre d'inactivités vécues par le jeune), (4) variables éducatives (Assiduité à l'école, nombre d'année de redoublement, nombre d'années où le jeune a bénéficié d'une bourse d'étude). Ces variables ont été sélectionnées de manière à satisfaire l'indépendance conditionnelle, d'une part. Elles ont tenu compte du processus de sélection. D'autre part, pour que les attributs des variables explicatives de nos variables d'intérêt soit indépendantes du traitement, nous avons utilisé des variables décalées dans le temps. L'estimation du modèle de participation a donné les résultats résumés dans le tableau 5.

Au regard de ces résultats, la participation aux programmes est fortement liée à l'âge. On montre en outre que le nombre de périodes d'inactivité a un impact significativement négatif sur la participation à un programme. Il se pourrait que les jeunes inactifs vivent pour la plupart dans des conditions qui limitent leur accès à l'information sur l'existence du programme. De même, ceux dont le père est chômeur ont eu de plus faibles chances de participer aux programmes. Par contre, ceux dont les parents exercent au moins comme ouvrier ou cadre ont eu beaucoup de chance de bénéficier des programmes, sans doute grâce à un meilleur accès à l'information.

Toutes les variables éducatives influencent positivement la participation à un programme. Cela dénote d'un ciblage imparfait des bénéficiaires. Un bon ciblage nécessite par exemple l'existence de conditions minimales pour avoir accès aux programmes. Au Maroc par exemple, ne bénéficient du programme d'aide à l'emploi que les jeunes qui sont restés au moins un an dans le chômage. Une conséquence de ce mauvais ciblage pourrait être de favoriser des situations de trappe à chômage et ou de trappe à inactivité et partant de trappe à pauvreté si les plus défavorisés qui ont besoin en priorité du soutien de l'Etat manque de chance d'accéder aux mesures. La significativité globale du modèle indique l'endogénéité potentielle de la variable reflétant la participation aux programmes. Les probabilités ainsi estimées vont être utilisées pour l'évaluation des mesures, en particulier, leur influence sur la durée des épisodes de chômage.

Tableau 5 : Résultats de l'estimation Probit (1) des déterminants de la participation à un programme

Variable	Coeff	T (2)	dy / dx
Variable démographique			
Age corrigé (3)	0,1614	8,17***	0,0295
Variable d'état			
Nombre de période d'inactivité	- 0,2660	-2,02**	- 0,0487
Variable socio-économique			
Catégorie socioprofessionnelle du père Indépendant du secteur informel (base)			
Chômeur, invalide, retraité	-1,3468	-2,37***	- 0,1118
Planteur	0,4664	1,63	0,0996
Ouvrier	0,4402	1,54	0,0891
Agent de Maîtrise	0,2404	0,69	0,0496
Cadre	0,8544	2,92***	0,2112
Indépendant moderne	1,2282	3,52***	0,3748
Catégorie socioprofessionnelle de la mère Indépendant informel (base)			
Chômeur, invalide, retraité	0,9388	3,65***	0,1370
Ouvrière	1,0321	2,67**	0,2980
Agent de Maîtrise	1,6564	2,98***	0,5454
Cadre	1,5232	3,85***	4904
Variables éducatives			
Nombre d'années de redoublement	0,0702	1,02	0,0128
Assiduité à l'école	1,0575	3,25***	0,1168
Nombre d'années de bourse	0,1124	3,60***	0,0206
_cons	-6,4801	-10,71***	
Log likelihood = - 230,10963			
Number of obs = 637			
Wald chi2 (16) = 225,03			
Prob > chi2 = 0,0000			
Pseudo R ² = 0,4095			
(1) Maximum de vraisemblance; (2) t de student. Le t est le rapport entre le coefficient et l'erreur type du coefficient; (3) âge au moment de l'enquête –année de sortie du système éducatif), permet de corriger l'effet de l'âge et de prendre en compte l'âge du jeune à la sortie du système éducatif. Note : * = significatif à 10 % ; ** = significatif à 5 % ; *** = significatif à 1 %			

Source : investigation de l'auteur

5.2 ESTIMATION DE L'EFFET DES PROGRAMMES SUR LA DURÉE DE CHÔMAGE

L'analyse de l'effet des programmes d'insertion des jeunes sur la durée de chômage montre que les programmes ont eu un impact positif sur l'insertion des jeunes. Au niveau de l'analyse paramétrique, afin de choisir entre le modèle à risque proportionnel et le modèle à risque accéléré, nous avons effectué le test d'égalité des fonctions de survie (test de log rank ou de Wilcoxon). La significativité de la statistique du chi2 conduit à rejeter l'hypothèse d'égalité des fonctions de survie entre les différents groupes. Il s'ensuit l'utilisation dans notre estimation d'un modèle de durée de type Weibull à risque accéléré.

Tableau 6 : Test d'égalité des fonctions de survie

Program	Events observed	Events expected
0	59	82,81
1	47	23,19
Total	106	106

Chi2 (1) = 34,04

Pr > chi2 = 0,000

Source : Notre enquête

Pour contrôler l'hétérogénéité non observée, nous avons fait une estimation avec l'hétérogénéité non observée. Le test du rapport de vraisemblance a montré que « θ », le paramètre qui permet de tenir compte de cette hétérogénéité non observée est non significatif. Le contrôle de ce facteur d'hétérogénéité non observée permet de résoudre les problèmes d'omission de facteurs explicatifs et les problèmes d'hétéroscédasticité (Cavaco, Lessueur, Sabatier, 2004). Les résultats de l'estimation sont contenus dans le tableau suivant.

Tableau 7. Résultats de l'estimation (1) des déterminants de la durée de chômage des jeunes

Variable	Coeff (2)	T(3)
Variabes démographiques		
Sexe	0,052	0,39
Nombre de frères/sœurs en emploi	- 0,071	- 2,77***
Revenu par tête du ménage	-2,00e-06	- 2,39***
Variabes d'états		
Nombres épisodes d'emplois passés	- 0,56	- 10,67***
Nombres épisodes de chômage passés	0,473	2,91***
Durée épisodes de stage passés	- 0,019	- 4,42***
Variabes d'intérêt		
Programme d'insertion	- 0,23	- 0,78
Variabes éducatives		
Niveau d'instruction		
Primaire secondaire 1	Base	
Secondaire 2	- 0,073	- 0,42
Secondaire professionnel	0,554	1,57
Supérieur professionnel	- 0,116	- 0,50
Supérieur général	- 0,252	- 0,89
Diplôme	-0,372	1,89**
Méthodes de recherche d'emploi		
Relations personnelles	- 0,232	- 1,78*
Constante	5,295	19,52***
/ ln_p	0,54	7,18***
P	1,71	
1 / p	0,5845	
No of subjects	= 353	
Prob > chi2	= 0,000	
(1) Maximum de vraisemblance; (2) Modèle à régime (3) t de student. Le t l'erreur type du coefficient; Note : * = significatif à 10 pour cent ; ** = significatif à 5 pour cent ; *** = significatif à 1 pour cent		

Source : Notre enquête

La préoccupation centrale étant la durée de chômage, conditionnellement au passage par un programme d'insertion, nous avons cherché dans un premier temps à analyser la causalité entre la variable d'intérêt et la variable de résultat. Il s'ensuit un

effet non significatif des programmes d'insertion sur la durée de chômage. On en déduit que les programmes n'ont pas été efficaces en terme d'amélioration de l'employabilité des jeunes comme déjà mis en évidence par l'analyse statistique. On pourrait lier ce résultat au contenu en formation non suffisant pour influencer l'appariement sur le marché du travail.

Les jeunes qui ont le plus bénéficié des programmes sont ceux qui ont eu des stages suivis d'embauche directe. Une fois sorti des programmes sans emploi, le jeune se retrouve dans les mêmes conditions que ceux n'ayant jamais participé à un programme. Les variables favorisant la sortie du chômage sont de plusieurs natures. L'environnement socio-économique, les relations personnelles. La significativité de ces variables montre le rôle du capital social sur la sortie du chômage.

Au plan éducatif, deux variables influencent la sortie du chômage. La possession d'un diplôme est un atout sur le marché de l'emploi. Par rapport à l'instruction, on remarque qu'aucune variable liée à l'instruction n'influence significativement la durée de chômage. Ces résultats pourraient confirmer l'hypothèse du filtre. En effet, ni le niveau d'éducation, ni le passage par un programme d'insertion ne sont suffisants pour sortir du chômage et ne constituent donc que de simples critères de sélection. Cependant, la possession d'un diplôme et d'un capital social contribue fortement à la sortie du chômage.

Au niveau des variables d'état, comme on peut s'y attendre, un nombre élevé de périodes de chômage stigmatise le demandeur d'emploi et réduit son employabilité. Par contre, le nombre d'épisodes d'emploi et la durée des épisodes de stage expliquent négativement la durée de chômage. On vérifie ici le phénomène de « mover-stayer » : les plus employables sortant rapidement du chômage.

6 CONCLUSION

L'Etat dans sa tentative de rechercher de l'équité sur le marché du travail et les moyens de résorber le chômage des jeunes qui présentait un risque d'explosion sociale, a mis en place plusieurs programmes. En effet, les différents programmes ont eu un certain succès avant de sombrer avec la dégradation des indicateurs économiques. L'impact de ces politiques a été analysé sur la durée de chômage des jeunes urbains à travers une enquête d'insertion professionnelle. L'analyse statistique des données de l'enquête a montré un impact positif des programmes sur l'insertion des jeunes. Ces résultats ont été soumis à réfutation à travers un modèle de durée avec instrumentation du passage par le programme d'insertion via un modèle de sélection. L'estimation de ce modèle montre d'abord que les programmes ont souffert d'un mauvais ciblage des bénéficiaires. En effet, la sélection n'a pas tenu compte de la dépendance temporelle des jeunes aux états qui amenuisent leur employabilité comme la durée et le nombre de période d'inactivité du jeune. Ensuite, l'effet du programme sur la durée de chômage est non significatif. Finalement, les programmes n'ont pas contribué à améliorer l'employabilité des jeunes urbains. Bref, cet article met en évidence le rôle du capital social (réseau relationnel), capital technico-économique (maîtrises des procédés, connaissance des équipements et matières premières, compétences transversales nécessaires à la gestion de l'entreprise), capital financier, dans le processus d'insertion professionnel et l'employabilité des jeunes diplômés au Cameroun.

REFERENCES

- [1] P. Aghion, *L'excellence universitaire et l'insertion professionnelle : leçons des expériences internationales*, Rapport au Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2010.
- [2] A. B. Atkinson, J. M. Micklewright, « Unemployment Compensation and Labor Market Transitions: A Critical Review », *Journal of Economic Literature*, Vol. 29, pp. 1679-1727, 1991.
- [3] A. L. Auconturier, « Panels et évaluation des politiques d'emploi. Résultats, méthodes, questions », in Damazière D., Verdier E. (dir.), *Evaluation des aides publiques à l'insertion et à la réinsertion*, Journée d'études du CEREQ et du réseau des centres associés, CEREQ Document Séminaire, n°84, pp.237-253, 1994.
- [4] J.C. Barbier, « Au-delà de la 'flex-sécurité', une cohérence sociétale solidaire au Danemark », in Paugam S. (dir.) *Repenser la solidarité, l'apport des sciences sociales*, Paris, PUF, Le lien social, pp. 473-490, 2007.
- [5] S. Barlet, C. Baron, N. Lejosne, *Métiers porteurs : le rôle de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'insertion professionnelle à partir de l'analyse de trois pays en développement*, Document de travail, n° 111, AFD, Paris, 89 p, 2011.
- [6] E. Berkovitch, « A Stigmat Theory of Unemployment Duration, In Search Unemployment: Theory and Measurement », edited by Yoram Weiss and G. Fishelson, London: Macmillan, pp. 20-56, 1990.
- [7] B. Bier, « L'accompagnement des jeunes ayant moins d'opportunités, l'exemple du programme Envie d'agir », *Cahiers de l'action*, n° 33, pp.11-20, 2011.
- [8] R. Blundell, M. Costa Dias, « Alternative Approaches to Evaluation in Empirical Microeconomics », *Working Paper, University College London and Institute for Fiscal Studies*, 2002.
- [9] L. Bonnal, D. Fougere and A. Serandon, « Evaluating the Impact of French Employment Policies of Individual Labour Market Histories », *Review of Economic Studies*, n° 64, pp. 683-713, 1997.

- [10] L. Bonnal, D. Fougère, A. Serandon, « L'impact des dispositifs d'emploi sur le devenir des jeunes chômeurs, une estimation économétrique sur données », *Economie et prévision*, n° 115 - 9994 4, pp.1-28,1994.
- [11] M. Bougroum et A. Ibourk, « Les effets des dispositifs d'aide à la création d'emploi dans un pays en développement : Cas du Maroc », *Revue Internationale du Travail (BIT)*, Vol. 142, n°3, 2003.
- [12] A. Brilleau, F. Roubaud, C. Torelli, « L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans les principales agglomérations de sept Etats membres de l'UEMOA, Principaux résultats de la phase 1 de l'enquête 1-2-3, de 2001-2002 », *DIAL, Document de travail*,2004.
- [13] T. Brodaty, B. Crépon, D. Fougère, « les méthodes micro économétriques d'évaluation : développements récents et applications aux politiques actives de l'emploi », *mimeo, INSEE*, 2002.
- [14] C. Brunet, J.Y. Lesueur, « Le statut résidentiel affecte-t-il la durée de chômage ? Une, estimation microéconomique sur données françaises », *Revue Economique*, Vol.55 n°3, pp. 569-578, 2004.
- [15] J. Calman, D. Epiphane, «L'insertion professionnelle des études supérieures : des diplômés plus égaux que d'autres ...», *Formation Emploi*, n° 117, pp. 11-29,2012.
- [16] S. Cavaco, *Trajectoires individuelles des licenciés économiques : évaluation économétrique d'une politique active d'emploi*, Thèse de doctorat, Université Lumière II de Lyon, 2003.
- [17] S. Cavaco, J. Y. Lesueur, M. Sabatier, « Do spatial constraints affect the job search efficiency ? », *GATE, W. P.*, Vol. 2,2004.
- [18] C. Crépin, Politique familiale et employabilité des jeunes. In: Politiques sociales et familiales, n°112,pp.115-120,doi:10.3406/caf.2013.2828,http://www.persee.fr/doc/caf_2101-8081_2013_num_112_1_2828,2013.
- [19] J. R. Cyterman, « la recherche universitaire » in Frederic Forest (dir.) *Les universités en France : fonctionnement et enjeux* », *Presses de l'Université du Havre et de Rouen*, pp. 99- 126,2012.
- [20] Z. M. A. Domoraud, *Le chômage de longue durée en Côte d'Ivoire : Analyse et politique*, Thèse de Doctorat, Université Montesquieu Bordeaux IV, CED, 2003.
- [21] D. Fougère, T. Kamionka, « Econometrics of individual labor market transition », *IZA DP N° 1850, discussion paper series*, 2005.
- [22] J. Gautié, *Le Chômage*, Collection REPERE, la découverte, 2009.
- [23] R.K. Green, P.H. Hendershott, « Home-ownership and the duration of unemployment: a test of the Oswald hypothesis », *NBER Working Paper*, 2001.
- [24] M. Gritz, « The impact of Training on the frequency and Duration of Employment », *Journal of Econometrics*, n°57, pp.21-51,1993.
- [25] J.C. Ham, R.J. Lalonde, « The effect of Sample Selection and Initial Conditions in Durations Models : Evidence from Experimental Data on Training », *Econometrica*, vol. 64, n°.1, pp. 175-205,1996.
- [26] J. Heckman, « Varieties of Selection Bias », *American Economic Review*, Vol. 80, pp. 313-318,1990.
- [27] J. Heckman, and Robb, « Alternative methods for evaluating the impact of interventions, In Longitudinal analysis of labor market data », edited by J. Heckman and B. Singer, Cambridge: Cambridge University Press, pp.156-246,1985.
- [28] J.J. Heckman, G. Borjas, « Does unemployment cause future unemployment? Definitions, questions and answers from a continuous time model of heterogeneity and state dependence », *Economica*, vol. 47, n°187,1980.
- [29] R. Hujer, K. O. Maurer, M. Wellner, « Estimating the Effect of Training on Unemployment Duration in West Germany - A Discrete Hazard-Rate Model with Instrument Variable », *Frankfurter Volkswirtschaftliche Diskussionsbeiträge n°73*, Johann Wolfgang Goethe-University, Frankfurt am Main, 1997.
- [30] M. A. Huyghe, S. Barlet et A. Gauron, « L'insertion des jeunes en Afrique subsaharienne subsaharienne, De quoi parle-t-on ?,in *Revue L'Actualité des services aux entreprises*, n° 25, 2013.
- [31] T. Kamionka, « Mobilités individuelles sur le marché du travail: le rôle des emplois aidés », *Communication aux XVIèmes Journées de microéconomie Appliquée*, Lyon, 3-4 juin,1999.
- [32] B. M. Kouadio, « Analyse de la pauvreté des chômeurs de longue durée en Côte d'Ivoire », *Economie Appliquée*, tome LVIII, n°3, pp. 105-127,2005.
- [33] K. C. Kouakou, « Determinants of urban youth labor supply in Côte d'Ivoire », *African Journal of Economic Policy*, Vol. 15, n° 2, December, pp. 29-57,2008.
- [34] J. P. Lachaud, *Le désengagement de l'état et les ajustements sur le marché du travail en Afrique francophone*, Genève, Institut International d'Etudes sociales, 1996.
- [35] S. Lollivier, Réurrence du chômage des jeunes : des trajectoires hétérogènes, économie et statistique, vol. 4, n°334, 2000.
- [36] C. Ollivier, F. Barroeta, A. Matha, « Les outils de l'employabilité du BIT pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes », in *Revue L'Actualité des services aux entreprises*, Gret, Paris, n° 24, 2013.
- [37] T. Penard, M. Sollogoud, « Les politiques françaises d'emploi en faveur des jeunes, une évaluation économétrique », *Revue économique*, Vol 46, n°3, pp. 549-559,1995.
- [38] J. Rose, *Mission insertion : un défi pour les universités*, Presses Universitaires de Rennes, 2014.
- [39] A. M. Spence, « Job market signalling », *Quarterly Journal of Economics*, Vol.87, pp. 355-374,1973.

- [40] J. Van den Berg Gerard , « The Effects of Changes of the Job Offer Arrival Rate on the Duration of Unemployment », *Journal of Labor Economics* ,Vol. 12, pp.478-98,1994.
- [41] M. Vernières, B. Fourcade, J.J. Paul, « L'insertion professionnelle dans les pays en développement : concepts, résultats, problèmes méthodologiques », *in Revue Tiers-Monde*, tome 35, n° 140, pp.725-750,1994.
- [42] J. Villegas, « Insertion sociale et professionnelle des jeunes en Afrique subsaharienne, capitalisation de deux initiatives non gouvernementales en Mauritanie et au Mozambique», CFSI, Paris, 2013.